

EPR : avis de sortie

L'autorisation de construction du réacteur nucléaire EPR de 1650 MW à Flamanville (Manche) était limitée au 10/04/2017. Le choix de faire maintenant le procès de cet EPR n'est pas fortuit : son démarrage pourrait être reporté à la période 2018-2020. Des décisions gouvernementales seraient annoncées à l'été ou à la fin 2016, malgré les nombreux avatars survenus en cours de construction, notamment la fragilisation du fond de cuve et de son couvercle, due à un excès de carbone dans les aciers .

Le Pouvoir est allé plus loin : un décret gouvernemental du 3 janvier 2016 , permet des dérogations aux lois et règlements, concernant la sécurité dans les installations nucléaires sous pression. L'état d'urgence n'est pas le seul dérapage de la France contre le Droit et les libertés démocratiques et l'urgence n'est pas que climatique mais également nucléaire...

Contre la catastrophe programmée, l'information et la lutte antinucléaire sont plus que jamais nécessaires pour la génération actuelle , celles à venir, et sans frontières.

Didier ANGER habite en Cotentin, l'une des régions les plus nucléarisées de la Planète. Premier président du Comité de Réflexion, d'Information et de Lutte antinucléaire, en 1975, il est un des fondateurs des Verts en France, tête de liste nationale aux européennes de juin 1984, élu député en 1989, vice président de la commission énergie au Parlement européen. Aujourd'hui sans appartenance politique.



Rédigé au printemps 2016, « *L'EPR, un désastre en cours* » (120 pages) vient d'être publié, à compte d'auteur, avant le rassemblement des 1&2 octobre 2016, à Flamanville.

Coût : 12 € + 3€ de port à l'unité, soit 15 €

Chèques à l'ordre de Didier ANGER,

10 route d'Etang-Val, 50340-LES PIEUX.

Les bénéfices seront redistribués au CRILAN et au collectif antinucléaire Ouest, organisateurs de ce rassemblement.